

À Drummondville, j'ai rencontré il y a deux semaines un petit producteur canadien qui fabrique des filaments dans l'une des régions rurales du Québec et les exporte à Hong Kong. Il y a des milliers de Canadiens qui, comme lui, ont confiance en leur capacité et non pas peur des marchés étrangers. Ils ne discutent pas de la politique commerciale; ils vont à l'étranger et la concrétisent. Et alors que d'autres débattent de la confiance du Canada et de sa compétence, ils exportent et en font la preuve. Ils prennent le monde d'assaut et en sortent vainqueurs.

Je ne voudrais pas que certains esprits sophistiqués dans l'auditoire voient dans ces propos une tentative simpliste de promotion. Il y a quatre semaines ce soir, dans un casino de l'Uruguay converti pour les besoins de la cause, un changement majeur s'est produit parce que le Canada et d'autres pays de même opinion avaient décidé d'exercer des pressions. Pour la première fois, en effet, les questions agricoles sont une priorité au sein du GATT.

Aucune question commerciale n'est plus compliquée ni plus délicate sur le plan politique que ces subventions de plus en plus nombreuses qui sont versées aux agriculteurs. Pourtant, même dans ce domaine hautement complexe, la détermination a porté fruit.

Pour l'agriculture canadienne, la menace la plus importante est cette tendance de plus en plus généralisée, aux États-Unis et en Europe, à octroyer aux agriculteurs des subventions que nous ne pouvons égaler chez nous. Jadis, les succès remportés sur les marchés agricoles internationaux étaient à la mesure de l'efficacité des agriculteurs; aujourd'hui, ils sont déterminés par l'importance des subventions. Le Canada compte les agriculteurs les plus efficaces au monde. Il n'a toutefois pas les plus gros budgets. C'est pourquoi il nous faut repenser nos politiques de manière à donner une chance à nos agriculteurs.

Le Premier ministre a entamé ce processus lorsqu'il a soulevé la question des subventions agricoles au Sommet de Tokyo - c'était la première fois que les participants se penchaient sur ce dossier. Nous avons vigoureusement mis de l'avant cette initiative, à l'occasion de réunions à Vancouver, en Thaïlande, à Cairns en Australie et finalement en Uruguay, à la réunion du GATT. À Punta del Este, j'ai dit que le GATT avait eu la mauvaise habitude de mettre de côté les questions agricoles. La situation a maintenant changé, et le Canada en est responsable en grande partie.